

[Texte]

concern; and if so, is he prepared to consider possible amendments to that legislation that would provide for surcharges on the perpetrators of those crimes?

Mr. Hnatyshyn: This is a new department the NDP will be instituting, a consumer and hazardous products department. Those are two separate jurisdictions within the federal government. My responsibility or mandate as Minister of Justice is to deal with Criminal Code matters. Although you categorize these as crimes, and that is your entitlement to phrase them as you will, there has been by my colleagues—the Minister of the Environment has brought forward probably the most comprehensive, hard-hitting national environment law we have had in our country, and it has been applauded. . . It may even have been applauded by the New Democratic Party, but certainly it has been applauded by all thinking Canadians.

Mr. Robinson: I take it the Minister is suggesting that those many environmental groups that have expressed concerns about the legislation do not fall in that category.

Mr. Hnatyshyn: No, they do indeed. I am a great admirer of the environmental groups. They have been persistent. What I am saying is I think the legislation he has brought forward does, for the first time, impose significant sanctions with respect to those people who would pollute our environment.

In terms of consumer affairs there are little matters, banking and the like. These are areas of financial administration. My colleague the Minister of State for Finance is bringing in a very comprehensive paper regarding legislation with respect to financial institutions. Consumer affairs, if I am not mistaken, are probably within provincial jurisdiction, although the federal government does have some jurisdiction in terms of national consumer issues.

Where we have jurisdiction, I think we have moved. I am glad you asked the question, because it gives me a chance to reflect on this. In a period of three short years this government has moved more quickly than one ever thought possible under previous administrations. I am rather proud of my colleagues. Thank you for giving me the opportunity of saying that.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, could I ask the Minister as well, and this is a question of a more technical nature, not directly on the bill, whether he has any indication whether at some point in the not too distant future a parliamentary secretary will be named to assist him?

Mr. Hnatyshyn: Good question, Mr. Robinson. These matters are under the auspices of the Prime Minister. I can only say that—

Mr. Robinson: I know it is a pretty popular position.

[Traduction]

dangereux? Est-ce que le ministre considère que c'est un domaine qui risque de faire problème: dans l'affirmative, serait-il prêt à étudier des amendements au projet de loi ayant pour effet d'imposer une suramende à toute personne trouvée coupable d'un tel crime?

M. Hnatyshyn: C'est un nouveau ministère que le NPD va sans doute créer; un ministère chargé des produits dangereux et de consommation. Mais à l'heure actuelle, cela relève de deux ministères fédéraux différents. Il m'appartient en tant que ministre de la justice d'aborder toutes questions intéressant le Code criminel. Bien que vous les caractérisiez comme des crimes—et c'est votre droit—certains de mes collègues—le ministre de l'Environnement, par exemple, a proposé l'application de la loi environnementale la plus complète et la plus stricte que nous ayons jamais eue au Canada, loi qui d'ailleurs lui a valu des félicitations. . . Peut-être même de la part du Parti néo-démocrate, mais en tout cas de la part de tous les Canadiens sensés.

M. Robinson: Le ministre veut-il dire que les nombreux groupes environnementaux qui ont fait part de leurs inquiétudes à l'égard du projet de loi ne font pas partie de cette catégorie-là?

M. Hnatyshyn: Non, au contraire, j'admire beaucoup les groupes environnementaux. Ils ont fait preuve de ténacité. J'essaie de vous faire comprendre tout simplement que pour moi, cette loi environnementale imposera pour la première fois des peines très sévères à tous ceux qui osent polluer notre environnement.

Quant aux biens de consommation, il y a un certain nombre de problèmes dans le domaine financier et ailleurs—surtout en matière d'administration financière. Mon collègue, le ministre d'État aux Finances, va bientôt déposer un document très complet au sujet des lois régissant les institutions financières. Je peux me tromper, mais je présume que tout ce qui touche le consommateur relève probablement des provinces, même si le gouvernement fédéral a certains pouvoirs quand il s'agit de questions nationales.

Dans les domaines où nous avons le pouvoir de prendre des initiatives, c'est justement ce que nous avons fait, d'après moi. Je vous remercie d'avoir posé cette question, parce que cela m'a permis justement de réfléchir un peu. En moins de trois ans, le gouvernement a agi plus rapidement qu'on aurait jamais cru possible sous les régimes précédents. Je suis assez fier de mes collègues. Merci de m'avoir permis de vous le signaler.

M. Robinson: Monsieur le président, peut-être pourrais-je demander au ministre—et c'est une question d'ordre plus technique, qui ne touche pas directement le projet de loi—s'il sait si un secrétaire parlementaire sera bientôt nommé pour l'aider?

M. Hnatyshyn: Bonne question, monsieur Robinson. Ces questions relèvent du premier ministre. Tout ce que je peux vous dire. . .

M. Robinson: Je sais que c'est un poste assez recherché.